

Le Devoir

ISSN 0850-5500
édité par
GMT Pile à l'heure !

NOUVELLE FORMULE-ÉDITION DU JEUDI 29 JUILLET 2021



3ÈME VAGUE, 3ÈME MANDAT



Le cheval de Troie



Pages 4&5

BARGNY

593. SÉNÉGAL - RUFISQUE - Village de Bargny



ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DEPUIS LES ANNÉES 60

Ce qui a changé dans son homogénéité religieuse

Par Gorguez

Le Devoir
ISSN 0850-5500
édité par
GMT Pile à l'heure!

Patte d'Oie Builders
Immeuble Thales 3e étage
+221 33 896 76 03

Directeur de publication

Pathé MBODJE

Rédaction

Pathé MBODJE,
Mame Gor NGOM
Charles SENGHOR,
Habib KA
Ndèye Fatou DIONGUE,

Fanny ARDANT
Khadidiatou GUEYE

Sadany SOW

Tidiane SÈNE

Infographiste

Alioune Khalil KANE

Metteur en page

Laay Gooto

Web

medhamo@hotmail.com (Design)

Administration

Tchalys

Nd Fatou DIONGUE

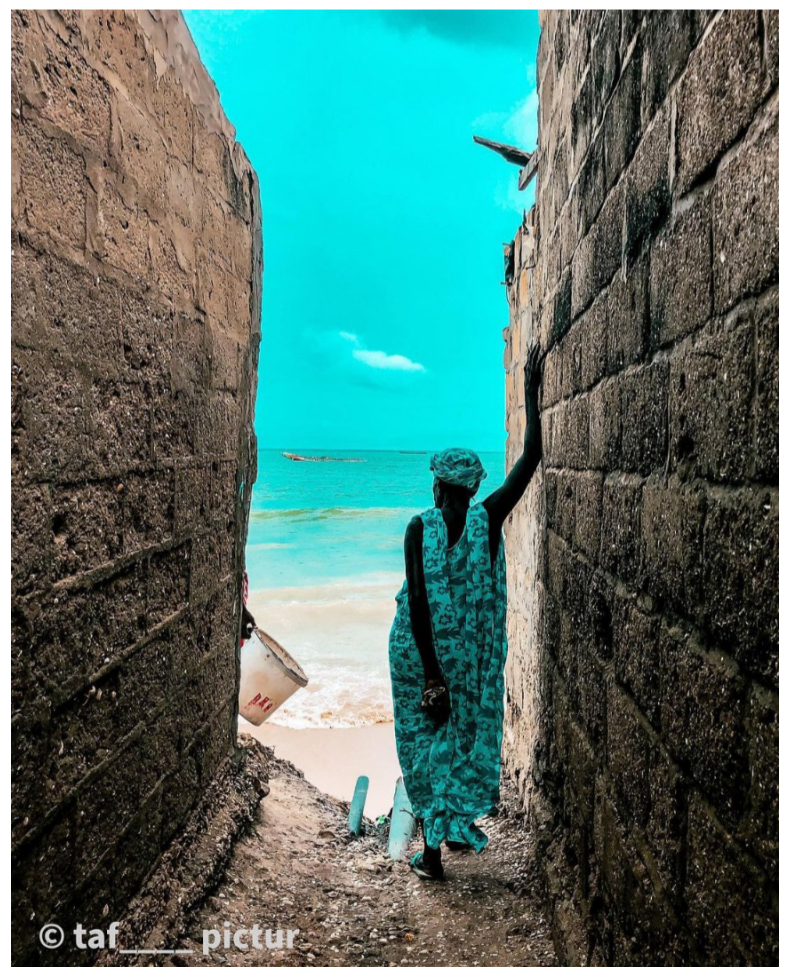
Dans les années soixante, Bargny comptait environ 16.000 habitants. Tidians, Mourides ou Khadres, ils convergeaient tous vers une même place pour commémorer la prière de la Korité et de la Tabaski. Quand la communauté Layène se rendait à Yoff pour la Korité, et célébrait la prière de Tabaski en solo sur la place réservée à cet effet.

Les rares résidents non Bargnois d'origine et de confession catholique étaient Marie, une dame de la Casamance dont la maison jouxtait le marché central. Marie s'était même adonnée à l'expérimentation probante de la riziculture sur les bassins de rétention d'eaux de pluie dans la zone de Fincone ! En plus de la famille Mendy de N'Diollmane et des enseignants affectés à l'unique école primaire mixte de 1922 à 1961. Par leurs patronymes, nous pouvons citer messieurs Véra, Sagna, Emmanuel Sobel Diouf, ancien député-maire de Joal-Fadiouth...etc. Ce dernier n'hésitait même à troquer sa chemise saharienne contre un grand boubou pour, le vendredi, aller à la prière de la grande mosquée avec les Fall Samba, Badara Diouf, Diaw Coly... etc. Il n'en demeure pas moins que beaucoup d'élèves bargnois ont

fait leurs classes primaires à l'Immaculée Conception de Rufisque !

Inutile de dire donc que l'observance calendaire, Korité, Tabaski et même Tamkharite en ordre dispersé confrérique n'était pas chose connue comme c'est devenu la règle ! En dépit, à l'époque, de l'inexistence de la télévision, du portable et des médias sociaux ! Dans toute la zone Afrique de l'Ouest, la communauté musulmane s'accordait à observer le début, la fin du Ramadan, la Tabaski et autres célébrations musulmanes dès que l'apparition du croissant lunaire était constatée dans un de ces pays qui la relayait officiellement aux autorités des autres pays !

Pour revenir au contexte bargnois, force est d'admettre que ce tissu social homogène et par excellence musulman de jadis devra faire avec la dilution démographique et confessionnelle qui s'est opérée avec le temps, pour ne pas croire que Bargny sera à l'abri de changements inéluctablement enclenchés par des mouvements migratoires dus à des affectations professionnelles relevant de l'enseignement, l'armée ou des impérieuses nécessités d'élire domicile à quelques encablures des



industries employeuses comme la Sococim leur ayant aménagé des cités-castors sur le périmètre communal.

Il nous reste par conséquent à souhaiter que Bargny sache tirer tous les avantages d'une cohabitation multi-ethnique, confrérique-religieuse susceptibles de conjuguer

leurs efforts pour l'avènement de lendemains meilleurs : avec désormais des Bargnois d'adoption chrétienne devant jouir de tous les droits légaux pour l'implantation de leur lieu de culte (Église) jusqu'à ce qu'un € des leurs prétende de droit à devenir maire-esse de la ville.

IBRAHIMA SENE, SG EN CHARGE DES QUESTIONS ECONOMIQUES AU PIT

« Il est à craindre une confrontation de plus en plus violente en perspective des Locales »

Responsable au Parti du travail et de l'indépendance (Pit), Ibrahim Sène ne cautionne pas les accusations de l'opposition faisant des tournées du président de la République la principale cause de propagation du coronavirus. Pour lui, c'est une opposition en perte de crédibilité qui formule de telles accusations. Il avise que ce n'est pas avec une telle fourberie qu'elle peut gagner l'électorat de Dakar. Ce membre de la majorité présidentielle ajoute, par ailleurs, qu'avec la dérive extrémiste de gauche et islamiste que connaît l'opposition, il est à craindre que la confrontation violente ne prenne le dessus en perspective des élections locales.

Que vous inspirent les tirs groupés de l'opposition contre le Conseil constitutionnel accusé d'avoir pris des mesures illégales sur les dernières lois votées à l'Assemblée nationale alors que ses membres sont incomplets ?

C'est de bonne guerre ! Ndiaga Sylla, (Ndlir : expert électoral) a eu raison de leur rappeler que la manière dont ils ont confectionné leur recours est la copie conforme de leur recours précédent qui avait été rejeté par le Conseil constitutionnel au complet.

Ils n'ont donc pu rien faire pour justifier leur amateurisme en matière de recours, que de s'attaquer à la composition incomplète du Conseil constitutionnel, qu'ils ont pourtant considéré comme compétent pour lui faire parvenir leurs griefs.

Avec cette tension politique latente, ne craignez-vous pas une exaspération de la situation, notamment en direction des élections locales à venir ?

En perspective de toute élection, la tension politique est toujours montée de plusieurs crans à tort ou à raison. Dans la situation actuelle, l'opposition en perte de crédibilité à cause de ses critiques infondées sur les conclusions consensuelles du dialogue politique et leur traduction dans le nouveau Code électoral, ne peut que chercher des prétextes pour s'agiter et faire monter la tension politique. C'est dans ce cadre qu'elle critique la décision du Conseil constitutionnel qui lui est défavorable pour chercher

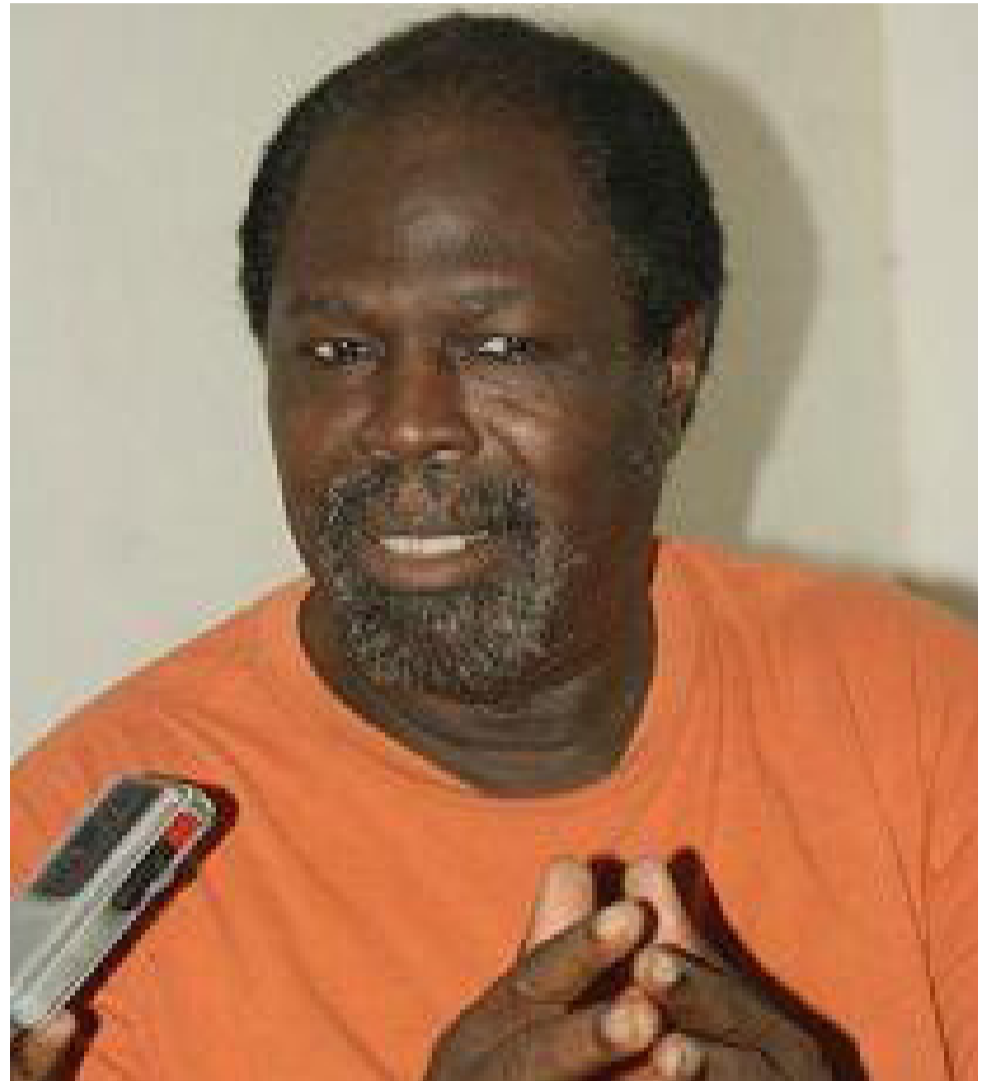
matière pour continuer son agitation jusqu'aux élections.

Quel commentaire faites-vous des positions selon lesquelles Macky Sall est à l'origine de l'explosion des cas de Covid-19 à travers sa tournée économique ?

C'est de la mauvaise foi. En effet, c'est le Département de Dakar et sa région ou il n'a pas effectué ses tournées économiques qui sont l'épicentre de l'explosion de la pandémie, alors que les régions de Kaffrine, Kédougou, Saint-Louis et Matam qu'il a visitées soit ne connaissent pas la troisième vague, ou bien n'ont pas enregistré plus d'une dizaine de cas. Cela veut donc dire que ceux qui l'ont suivi à partir de Dakar pour se rendre dans les localités qu'il a visitées, n'ont pas contaminé les populations trouvées sur place. Mais, par pure politique politicienne, l'opposition fait porter la responsabilité aux tournées économiques du président Macky Sall, pour éviter de fâcher Dakar ou l'indiscipline a occasionné l'explosion de la pandémie. Mais ce n'est pas avec une telle fourberie qu'elle peut gagner l'électorat de Dakar.

Quelle recommandation préconisez-vous à l'endroit de la classe politique pour un retour à l'apaisement et à la sérénité ?

Je récuse le vocable « classe politique », qui fait un amalgame des forces politiques, comme si elles avaient la même vision, le même projet de société, et les mêmes programmes de déve-



loppement économique et social, et les mêmes intérêts de classe à défendre. Ceux qui sont au pouvoir et ceux qui sont dans l'opposition n'ont pas les mêmes intérêts politiques, et se mènent une lutte soit pour la conservation du pouvoir, soit, pour sa conquête. Il est souhaitable que cette lutte pour le contrôle du pouvoir se fasse pacifiquement selon les règles fixées dans la Constitution et les lois. C'est ce que je n'ai eu de cesse à souhaiter à notre peuple. Mais, avec la dérive extrémiste de gauche et islamiste que connaît l'opposition, il est à craindre que la confrontation violente ne prenne le dessus en perspective des élections locales. Dans cette

perspective, les appels au départ du président Macky Sall, lancés par une bonne frange de l'opposition, est un mauvais présage. C'est cette dynamique de confrontation dans la rue que l'opposition entretient pour faire des Locales leur deuxième tour de la Présidentielle que le peuple leur a refusé en 2019. Donc, les Sénégalais devraient continuer à rester vigilants, pour barrer la route à toute velléité de déstabilisation du pays à l'occasion des Locales. Un peuple averti des mauvaises intentions d'une partie de ses fils, ne peut pas se faire surprendre.

Dirigé par Sergio RAMOS

CULTURE

SÉRIES TÉLÉVISÉES SÉNÉGALAISES

Entre sensibiliser et influencer

Quand certains scénaristes font du « n'importe quoi »

Le combat de Jamra pour la protection des valeurs sociales reste en rigueur. La promotion de la vulgarité dans les séries sénégalaises se poursuit. Un sujet qui fait toujours des vagues.

Confondent-ils éduquer et influencer ? Certains scénaristes ont en tout cas suscité de la colère chez la population. Les rôles qu'ils font jouer à certaines actrices sénégalaises heurtent la sensibilité. Pour Oumar Badiane, « les séries se multiplient alors que les producteurs n'ont pas de budget pour payer les acteurs. Ils misent tout sur



les plateformes de diffusion. Là-bas, plus la vidéo est « streamée » (suivie), plus il y a de quoi nourrir les acteurs », explique-t-il.

Très en colère, il ne peut pas concevoir que certains jeunes sénégalais se laissent prendre par des désirs et pulsions : « Notre société est malheureusement tellement pervertie. Les

gens suivent tout ce qui réveille leur instinct animal, chose que ces producteurs ont compris et utilisent pour leur fonds propre. Ce qui me fait extrêmement mal », se désole-t-il.

Infiltration

Si le but des séries sénégalaises était de concurrencer les feuilletons Novelas et de faire valoir la culture

africaine, il a donc changé selon Papa Yoro Ndiaye. Il déplore l'infiltration des LGBT et les thématiques qu'il juge déraisonnables. « J'ai surtout remarqué que la thématique du viol qui revient assez souvent dans les séries sénégalaises finalement devient un simple effet de mode des femmes. « J'ai été violée », ceci pour attirer de la sympathie et justifier un certain comportement souvent pervers. Il faut combattre l'instrumentalisation des femmes en objet dans les séries ».

C'est son point de vue qui ne diffère pas trop de celui d'Amadou Guèye. Jeune étudiant, il contextualise la situation : « Le problème des Sénégalais c'est que nous aimons la tendance. Avant, tout le monde voulait être chanteur, danseur, puis la balance pèse sur le côté des acteurs avec les séries. Étant devenues la matière dominante pour se faire connaître pour devenir une star, les séries sont le marché journalier où chacun se bouscule pour la place du leader » pense-t-il.

Dans le détail, il explique en rejoignant l'idée de Oumar : « Bien : donc en partant de la connaissance de leur public, les scénaristes ont commencé à pousser les choses un peu à l'extrême ». Une autre chose, poursuit-il, « Nous savons tous que la concurrence pousse parfois à aller au-delà des limites que nous impose le précepte qui l'encadre. Certes, un rôle reste un rôle et que l'acteur est appelé à accomplir la tâche qui lui est assignée : le jeu. Mais si ce même jeu foule au pied la dignité de certains, le théâtre ne sert plus à sensibiliser ».

Comment sensibiliser sans influencer, voilà une interrogation que les Sénégalais aimeraient que beaucoup de scénaristes se posent avant de procéder à la mise en œuvre de séquences perverses. C'est donc dans ce sens que les Sénégalais sollicitent la mobilisation de Jamra pour éviter que le tissu social reste un lambeau.

Chérifa Sadany Ibou Daba SOW

3ÈME VAGUE, 3ÈME MANDAT, CHEVAL DE TROIE

Discuter le bout de gras entre politique et virus

Les fêtes sont désormais problèmes politiques, tous les problèmes politiques vont chercher à disputer la scène politique avec hélas le fameux virus... La pandémie et sa gestion qui se révèle inadaptée va jouer comme un révélateur ; les partis politiques et c'est normal ne mesurent pas encore le niveau des interférences entre la politique et la pandémie. Seuls sont aux manettes politiques et médecins...

L'heure des bilans sonnera bientôt et il faut craindre que nous n'ayons aucun programme alternatif...

On peut le comprendre car nous avons été surpris par l'ampleur (an-

noncée ?) de la pandémie.

Les problèmes sont posés et posés clairement, sans détour...

Les solutions ou les débuts de solutions politiques apparaîtront au fil des mois mais surtout au fil des inspirations politiques.

Les stratégies politiques ne sont plus nombreux mais ils existent...

Ce « virus » redoutable deviendra bientôt un « prétexte redoutable »

...

Virus ou cheval de Troie ?

Time will tell



3ÈME VAGUE, LE TOURNIS DU 3ÈME MANDAT Ils sont allés à la pêche et ont introduit l'ennemi dans la place

Par Habib KA,
Bureau régional de Matam

Thilogne-Que Seydou Guèye, porte-parole du gouvernement, refuse de faire le corollaire entre la montée en puissance du Delta avec les tournées économiques du chef de l'État est tout à fait compréhensible, normal même. Le contraire aurait surpris : il fallait à son chef, pris de court par les tragiques événements de mars dernier, redorer son blason et reprendre le contrôle politique de la situation.

Toutefois, au sortir de la Tabaski, plus de 1.000 cas et 8 décès enregistrés interpellent la conscience de tous. Pis, la tendance ne fait que croître et le virus essaimer dans Dakar, la banlieue et l'intérieur du pays. Plus rapide que Macky Sall pour une tournée marathon, la covid-19 a ceinturé le Sénégal en un tour de bras. Conséquence :

Dakar 721,
Rufisque 97,
Guédiawaye 24,
Keur Massar 07,
Saint-Louis 38,
Thiès 35,
Touba 24,
Tivaouane 18,
Fatick 7,
Kaolack 7,
Ziguinchor 4,
Khombole 04, etc ...

Les chiffres sont éloquentes ; la troisième vague est plus dangereuse que les deux précédentes. Le variant Delta se propage à une vitesse exponentielle, en plus d'avoir une forte charge virale et il

s'attaque directement aux poumons, laissant peu de chances de vie à ses victimes.

Les cliniques privées affichent complet, malgré le coût élevé de la caution exigée aux malades. Les Centres de Traitement des Épidémies (CTE) aussi. Fann, Dalal Jamm, Le Dantec, tous pleins ; le CTE de l'hôpital Abass Ndao, ouvert à peine il y a une semaine ainsi que l'hôpital de Pikine, pour accueillir les cas sévères, sont remplis, les CTE de Guéréo Diamniadio, du Hangar des Pèlerins rouverts, pas une seule place de libre.

Le rendu des résultats d'un test de dépistage très long, si bien que la personne a tout le temps de diffuser le virus à son entourage, et aussi le temps de mourir à la maison dans des souffrances atroces, après avoir fait, en vain, le tour des structures sanitaires pour une hospitalisation.

Le Sénégal n'a pas les moyens de sa politique sanitaire, de fournir les vaccins en qualité et quantité suffisantes, de doter suffisamment en lits et respirateurs les hôpitaux et Centres de Traitement des Épidémies (CTE), l'économie de la loi d'urgence, du couvre-feu, du reconfinement.

Si la pandémie persiste, le régime de Macky Sall aura toutes les peines du monde pour maintenir la barre, parce que les Sénégalais ne se sentent plus engagés à consentir des sacrifices alors que le pouvoir politique ne se gêne pas d'enfreindre ses propres mesures, quand il veut.

La vaccination à grande échelle semble être la solution. Encore que l'efficacité du vaccin varie d'une firme à une autre, il évite les formes sévères du virus mais ne le tue pas. Les vaccins, comme solution indiquée, font cruellement défaut, la solidarité internationale pour la fourniture des vaccins est confrontée aux mêmes problèmes.

Pour un pays qui peine à dépasser le taux de vaccination de 1 %, le virus en continue mutation continuera longtemps encore sa ronde macabre dans le pays, si des mesures structurelles ne sont pas prises.

Le camp présidentiel devait se passer des tournées dites économiques, alors que la pandémie n'avait émis aucun signe clinique de son extinction. S'il est le premier à fouler au pied ses propres mesures sécuritaires, qu'en serait-il de l'inconscient collectif ?

Les vrais enjeux ne sont pas dans les pistes toutes tracées au retour de la fastueuse fête de Tabaski, le vote du nouveau code électoral, la fixation du montant de la caution pour les municipales, le procès Adjy Raby Sarr vs Ousmane Sonko, la stigmatisation des LGBT, la surmédiation facile de la menace terroriste au point d'en faire un serpent de mer.

Tout ceci ne fait que creuser et élargir le fossé entre les citoyens, tourner l'attention des populations sur des choses factices, clivantes, pendant que la santé de 17 millions de Sénégalais est menacée.



RAVAGES DE LA TROISIEME VAGUE

Tous debout pour faire face !

La troisième vague du coronavirus a fini d'étaler ses ravages. Aux Sénégalais de jouer maintenant leur partition en prenant en compte toutes les recommandations prescrites par les autorités sanitaires pour arrêter l'hécatombe qui se dessine devant nous.

La situation sanitaire liée au coronavirus est devenue plus qu'inquiétante au Sénégal. Tous les jours, la barre monte plus haut. Les techniciens de la santé, les autorités ne cessent de tirer la sonnette d'alarme. Les gestionnaires des cimetières ont avisé qu'au rythme de ce décompte de cadavres inhumés par jour, Saint-Lazare de Béthanie va bientôt faire le plein. C'est la même chose pour d'autres endroits où les défunts reposent.

Mais les Sénégalais ne semblent pas véritablement prendre la pleine mesure des dégâts que cause cette maladie. Même si le nombre de Sénégalais vaccinés a connu une certaine hausse, mais toujours très insuffisante par rapport au chiffre demandé pour s'immuniser, il n'en demeure pas moins qu'il reste toujours des gens à la traîne dans la comporte de tous les jours. Le plus facile des gestes à faire est ignoré. Même avec le masque, ils aiment se le mettre sur le menton. D'autres s'en foutent carrément en continuant de nier la maladie ou accusent simplement des autorités politiques d'avoir organisé des manifestations, oubliant que la maladie ne choisit pas celui qui a fait ou qui n'a pas fait. La responsabilité aujourd'hui est collective mais aussi individuelle. Que chacun prenne ses responsabilités en respectant les mesures barrières et en allant se faire vacciner si c'est là, pour le moment, la seule procédure à suivre pour éviter des complications de cas graves.

Les autorités sanitaires n'ont aucun intérêt à crier sur tous les toits, sans raison, pour attirer l'attention des populations. Dans un entretien avec l'Afp, le directeur des établissements publics du Sénégal, Ousmane Dia, n'a pas caché ses inquiétudes avec la gravité de la maladie sur le terrain. « C'est difficile de suivre si on reçoit 600 à 700 malades par jour. Le personnel médical est très fatigué et en burn-out. Nous sommes débordés et proches de la saturation, avec quasiment 99 % de taux d'occupation des lits à Dakar (...) » A l'en croire, même les laboratoires de dépistage sont « débordés à cause de la forte demande », tant pour les « cas suspects



que pour les voyageurs ». C'est dire que la situation est plus grave.

Les hommes politiques, avec leur capacité de mobilisation, doivent aussi se lever pour faire face. Tout comme le mouvement « navétanes » s'est engagé à le faire. Les organisations de la société civile, comme un seul homme, doivent se lever pour contrer cette troisième vague qui a déjà causé 58.523 cas de Covid-19 et 1.300 malades décédés. Sans compter que plus de 11.454 patients atteints du virus sont sous traitement dans les hôpitaux, dans les centres de traitement des épidémies (Cte) ou à domicile. Avec des contaminations passées de quelques dizaines par jour à la fin du mois de juin à entre 700 et 1.700 ce mois de juillet 2021.

Le réveil

Les Sénégalais s'étaient mobilisés de manière citoyenne pour sensibiliser, informer et même former lors de la première et de la deuxième vague. Mais, depuis le début de cette troisième vague, pourtant plus mortelle que les deux premières, ils ont du mal à renouveler les efforts. Sont-ils découragés du comportement réticent des autres ? Sont-ils fatigués de parler dans le vent ? L'heure ne devrait pas être au découragement. Il s'agit maintenant de sauver la patrie en se donnant sans compter. En se rendant dans les hôpitaux et dans les centres de traitement épidémiologiques, mardi dernier, au chevet des malades, le président de la République de donner le moral à tous les Sénégalais, notamment aux malades et à ceux qui sont engagés à lutter contre cette

maladie. A chacun de donner de son mieux et la patrie ne s'en portera que mieux.

Le bon exemple

Le président de la République devrait appeler à donner le bon exemple. Les forces de l'ordre ou de sécurité sont souvent visibles dans les routes sans le moindre masque, s'il n'est pas simplement attaché au menton. Les gens continuent de s'entasser dans les véhicules de transport sans porter de masques, sans la moindre remarque. De la même manière, les rassemblements, dans les cimetières, les marchés, fêtes continuent. De cette façon, il sera assurément difficile de bouter hors du pays cette maladie dont les conséquences sont déjà terribles. Tous debout pour dire non !

Sergio RAMOS

DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES ET CORRUPTION

Comment mettre fin à ce fléau dévastateur au Sénégal ?

Plus d'une centaine de milliards de francs CFA échappe chaque année au contrôle du fisc. Cette vaste cabale ourdie depuis fort longtemps par le fameux et puissant réseau triangulaire constitué par l'administration, les politiques et certains lobbies encagoulés est la principale explication à donner à cette situation économique et sociale si macabre que continuent de subir les populations sénégalaises. Toutes les niches d'opportunités de croissance à deux chiffres sont plombées.

LA CORRUPTION ET LES PRATIQUES DÉLICIEUSES AU SÉNÉGAL

La corruption suce, ronge, retarde toute vélocité de croissance. La corruption est dans l'économie ce que le cancer est dans le corps humain. Cette caste restreinte s'illustre parfaitement dans son rôle de preneur d'otages d'une population estimée à plus de 17 millions d'habitants. Laquelle malheureusement ne dispose d'aucune sorte de souveraineté face à son propre destin. Que ce soit dans son système éducationnel, sécuritaire, sanitaire (vaccins contre Covid-19), alimentaire (SEN'EAU-AUCHAN), énergétique, trafic routier (EIFFAGE), foncier, tout comme son espace maritime, de même que ses ressources minières, pétrolières et gazières.

Tout échappe au peuple sénégalais pour se trouver entre les mains de puissants lobbies étrangers. Comme si les Sénégalais étaient d'éternels mendiants assis sur une mine de diamant et que leur ventre continue de crier famine, pour paraphraser Jean Ziegler. Ce phénomène de consanguinité systémique dans la mal gouvernance politique date des indépendances à nos jours. Voici déjà plus d'une soixantaine d'années que ça dure sans que les Sénégalais ne crient gare ! Pour que cette hideuse image de marasme économique cesse définitivement.

LE PIÈGE D'UNE MONDIALISATION : UNE AUTRE FORME DE RE-COLONISATION

À chaque époque son type de modèle qui lui correspond. L'ère de la colonisation étant révolue, survint un terme géopolitique plus adapté.

Celui de la mondialisation. Elle est une créature des gouvernements qui ont décidé de mettre en concurrence leurs propres économies et modèles sociaux. On en connaît désormais le bilan : la création et la fortification d'empires, aux puissances déchaînées, américain et chinois. Deux seules puissances étrangères qui dictent leurs lois sur tous les modèles économiques de la planète. La concurrence est rude entre ces deux puissances, au grand dam des pays africains dont le Sénégal. Ce phénomène nouveau nous projette vers une situation de concurrence inhumaine où la raison du plus fort continuera à dicter sa loi par le biais d'une globalisation inégale à travers des échanges commerciaux inégaux entre pays pauvres et riches.

LA GLOBALISATION OÙ LA FIN DES SOUVERAINETÉS ÉTATIQUES

C'est un semblant de Généralisation au niveau mondial. Les États, soucieux de contrôler leurs territoires, ont de plus en plus de mal à faire face à ces multiples mobilités, à ce qu'on nomme « globalisation ». Les seuls et éternels perdants dans cette concurrence déloyale, ce sont les pays africains généralement pauvres. Lesquels pour s'en sortir sont contraints de brader toutes leurs ressources au détriment même de leurs populations locales et au profit de ces puissances étrangères qui ont entre leurs mains le beurre et l'argent du beurre.

Pour conclure, on ne le dira jamais assez, la Souveraineté numérique, sanitaire, alimentaire, sécuritaire, éducationnelle et culturelle, reste un impératif pour tout pays qui voudrait se défaire de l'état des grandes puissances étrangères.

La tragédie que l'humanité entière est en train de vivre est entièrement due au fait que cet idéal de mode de vie calqué sur le modèle d'être ensemble, vivre ensemble dans la diversité n'est qu'une hérésie de vœux pieux irréalisable.

Ndiapaly GUEYE,
journaliste indépendant
email: ndiapalygueye@yahoo.fr



GMT
Pile à l'heure!

LE DEVOIR
nouvelle formule

facebook



Sokhna Oumy
borom wagne bi

TRAITEUR
776463534 / 769030065

PASSÉ-PRÉSENT

Tommie Smith, Jonh Carlos, Jesse Owens

Le salut militaire de Jesse Owens de 1936 à Berlin contraste avec le poing levé de Tommie Smith et de Jonh Carlos 1968. Pourtant, ils se voulaient avant tout athlètes, à déplorer la situation de pauvreté du Noir en Amérique.

Un poing ganté de noir, les yeux rivés au sol, le regard détourné du drapeau américain. C'est le podium du 200 mètres des Jeux Olympiques de 1968. Moment historique et fort en émotion de deux athlètes noirs, n'appartenant pourtant à aucun des groupes du Black Power, et voulant seulement « dénoncer la pauvreté des Noirs américains ». La ségrégation raciale, théoriquement abolie en 1964 par le Civil Rights Act, sévit pourtant toujours dans le pays. Cinq mois avant, Martin Luther King a été assassiné et une vague d'émeutes consécutives a fait quarante morts. Immédiatement expulsés du village olympique puis interdits de compétition à vie, les deux athlètes extraordinaires payeront cher leur acte de bravoure et la descente aux enfers sera violente. Boycottés par les médias, menacés de mort, la femme de Tommie Smith se suicidera en 1977 et celle de Jonh Carlos demandera le divorce. Mais leur geste fondateur restera un acte historique pour la postérité et sera salué dans les années 2000. D'autres sportifs fascinants comme Jesse Owens, sprinteur et premier sportif noir de renommée internationale (pendant l'entre-deux-guerres), Pelé, considéré comme le plus grand joueur de foot de tous les temps et Muhammad Ali, boxeur afro-américain considéré comme le « sportif du siècle » et fervent engagé dans le mouvement américain contre la ségrégation raciale.

Jesse Owens, à Berlin en 1936

« Un camouflet au racisme dans la capitale du racisme »

Lors des Jeux olympiques de Berlin (1936), l'athlète afro-américain Jesse Owens rafle quatre médailles d'or. Ce triomphe piétine les thèses racistes du régime nazi et fige certains clichés autour du « corps noir ».

Le 3 août 1936, dans le gigantesque Olympiastadion de Berlin, plus de 100.000 spectateurs sont réunis. La foule est acquise à Adolf Hitler, qui a pris le pouvoir trois ans plus tôt. En réunissant 4.000 athlètes issus de 49 nations pour les JO, le IIIe Reich entend impressionner son monde. Malgré l'idéologie du régime nazi, Jesse Owens petit fils d'esclave de l'Alabama affirme que, pour lui, seuls le sport et les médailles comptent. Au moment de l'épreuve du 100 mètres, le grand public ignore qu'il a battu, deux mois auparavant à Chicago, le record du monde dans la même discipline. Paris-Soir raconte « l'exploit de Jesse Owens » à Berlin.

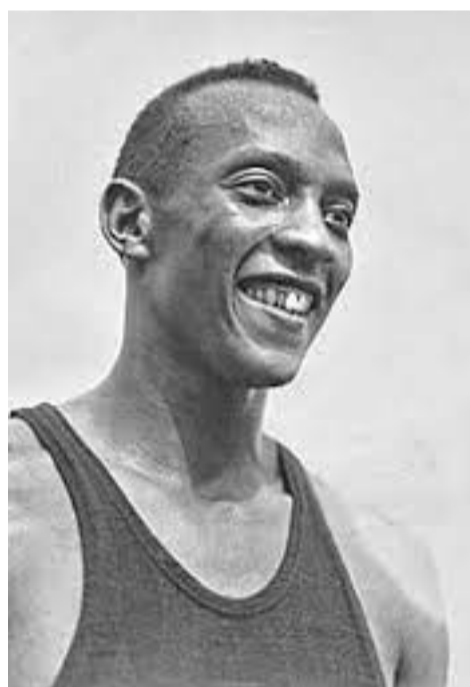
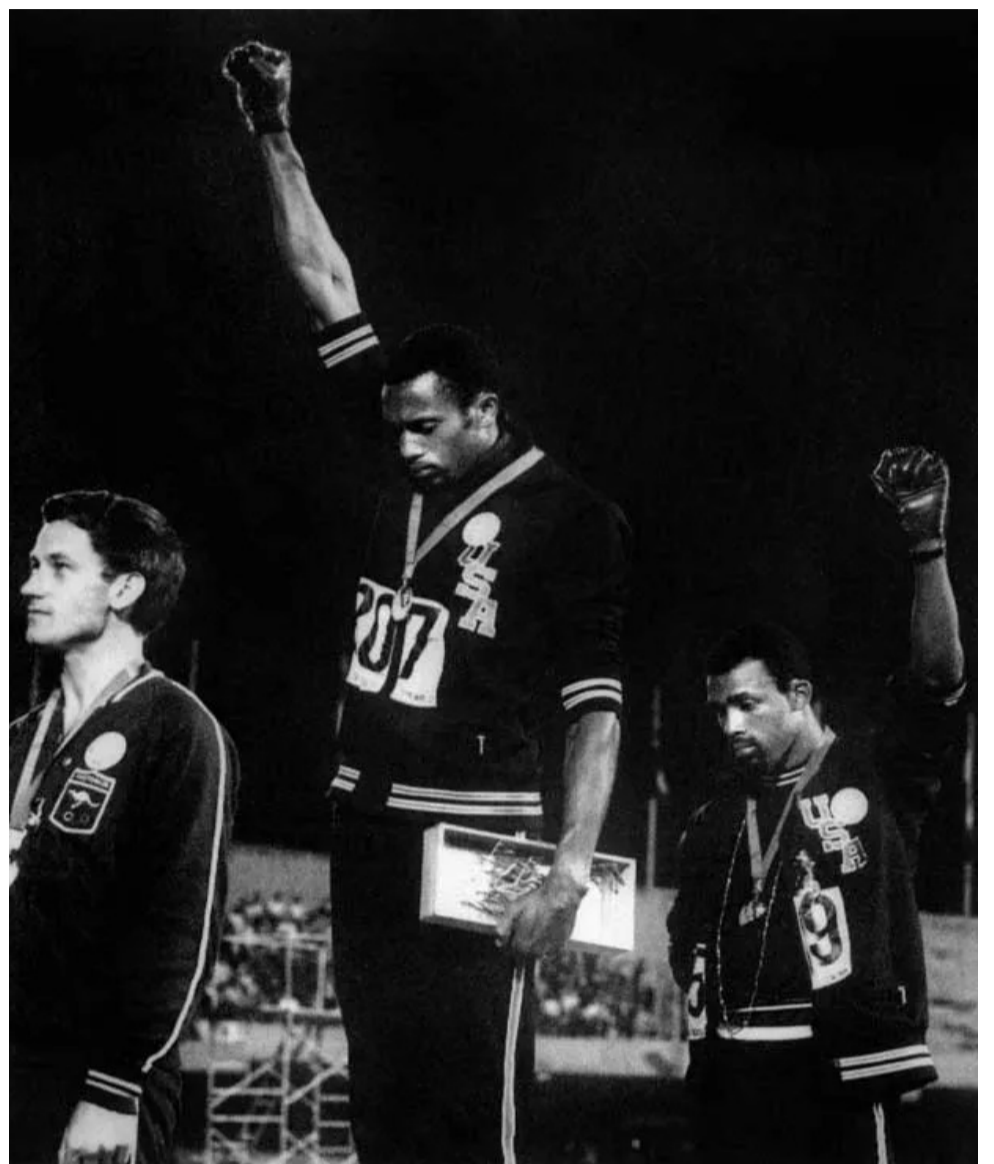
« Comme il commence à pleuvoir, on croit que Jesse Owens n'aura pu battre le record. Mais Owens a réussi l'exploit, l'exploit magnifique. Il a battu le record du monde des cent mètres avec 10»2/10. On applaudit le superbe athlète noir qui, décidément, débute de façon magistrale dans ces onzièmes Jeux olympiques. [...] On garde encore la vision de cet effort

souple, admirable, de cet étonnant coureur à pied qui semble disposer avec la plus grande facilité des records du monde. »

« Dans une classe à lui tout seul »

Le lendemain, Owen remet ça. Il remporte l'épreuve de saut en longueur. Le journaliste du Figaro est ébahi. « Dans un effort magnifique, il reprit le commandement, passant 7,94 m, et comme cette performance ne lui suffisait pas encore, il volait, peu après, au-delà de 8,06 m, battant son second record de la journée. Cet athlète prodigieux est, de toute évidence, dans une classe à lui tout seul. » Le surlendemain, Owens fait tomber les records du 200 mètres et du 4 x 100. Au rythme des médailles, les superlatifs pleuvent : « athlète prodigieux », de « merveille noire », « élégant » ...

L'Humanité, dans son édition du 5 août apporte un bémol à l'euphorie médiatique. Le quotidien précise que « le «Führer» félicite théâtralement tous les vainqueurs, sauf le magnifique athlète noir Owens ». « Les champions américains de couleur continuent à mettre en pièces les plus belles théories racistes de la supériorité des Aryens », poursuit le quotidien. L'Intransigeant savoure : « On sait combien la race noire est peu appréciée en Allemagne. Il n'en est que plus piquant de voir avec quelle sportive élégance la race noire s'est vengée ! » L'Huma du 7 août enfonce le clou : « Ce camouflet au ra-



cisme est donné dans la capitale et dans le sanctuaire du racisme. Le chancelier Hitler, en présence d'une foule immense, est contraint de mettre la couronne de chêne sur une tête noire et de proclamer ainsi la faillite d'un de ses dogmes ».

Les exploits de Jesse Owens ont permis de mettre à mal le mythe de la supériorité aryenne tout en fixant dans les représentations collectives la figure du « corps noir », comme le révèlent les travaux du chercheur associé au laboratoire sport et environnement social Timothée Jobert. Il est l'auteur de « Corps noir » : l'avènement historique d'une figure du racisme quotidien dans la revue Migrations Société.

« Aux Noirs le corps, aux Blancs les vertus »

L'hebdomadaire sportif Match, le 11 août 1936, passe en revue les secrets

de réussite des Finlandais (bains de vapeurs), Allemands (végétariens), Hindous (superstitions) etc. Le journaliste va voir Jesse Owens « le plus illustre » des « athlètes noirs » pour l'interroger sur la théorie du professeur Waitzer (présenté comme un spécialiste des sports « très réputé en Allemagne ») qui estime que la supériorité des Noirs en course s'explique par la construction anatomique de leur corps et « des fibres musculaires différentes de celles des Blancs ».

L'ensemble de ces stéréotypes raciaux constituent, selon Timothée Jobert, des manières de mettre à distance le « corps noir » (fascination versus infériorisation) par la stigmatisation de l'écart qui le séparerait de la norme dominante (autrement dit « blanche », occidentale). « Aux Noirs le corps, aux Blancs les vertus et compétences de l'esprit ». Cliché qui perdure encore aujourd'hui : on l'a vu ressurgir lors de l'affaire du fichage ethnique au PSG, ou celle des quotas de binationaux avec les déclarations de Laurent Blanc, sélectionneur de l'équipe de France en 2011, « Qu'est-ce qu'il y a actuellement comme grands, costauds, puissants ? Les Blacks. C'est comme ça. »

Avec Balla FOFANA

RetroNews Sportsdossier,
le site de presse de la BNF

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Pourquoi pas un diplômé du corps à sa tête ?

Par Habib KÂ,

Bureau régional de Matam

Thilogne

Abdoulaye Diouf Sarr est-il vraiment à sa place au ministère de la Santé ?

Autrement, la Santé a-t-elle l'homme ou la femme qu'il faut pour redéployer le secteur, gérer les récurrentes épidémies, la Covid-19 notamment ?

Sans entrer dans les critères de choix du chef de l'État, on peut toutefois tiquer sur le limogeage le 07 septembre 2017, suite à un remaniement ministériel, du Pr Awa Marie Coll Seck et son remplacement par Abdoulaye Diouf Sarr, économiste de formation.

Le professeur, chercheuse spécialiste en bactériologie-virologie et en maladies infectieuses et tropicales, face au virus Ebola en août 2014, s'était distinguée avec son équipe, par leur savoir, leur savoir-faire pour le bouter hors du territoire, sans toute cette cacophonie qui nous est servie présentement.

C'est bien possible, pour l'expert financier qu'il est, d'améliorer la gestion des structures sanitaires, d'optimiser leurs performances ; mais, quant à la santé stricte, il est comme un éléphant dans un magasin de porcelaines, un étranger dans le corps professionnel et en terrain inconnu.

S'il y'a des frictions, des frustrations, des susceptibilités, jusqu'à faire éclater la Dream Team mise sur place sur le socle de l'unité nationale obtenue autour du chef de l'État, Macky Sall en porte l'entière responsabilité pour avoir fait le choix délibéré de mettre la politique au-devant de la santé des populations.

Celles-ci avaient fini de prendre en star et projeter toute leur confiance sur cette équipe scientifique de communication, loin des lumières et bris dorés, et ceux dans les ombres des laboratoires, dans le silence moribide des couloirs et pavillons d'hôpitaux, et qui exécutent avec abnégation et pugnacité la plus noble des sacerdoces : sauver des vies, même au péril des leurs.

La gravité de la situation sanitaire au Sénégal et la tournure du combat épique contre la pandémie autorisent à donner plus de responsabilités et d'autorité au Comité scientifique. Un remaniement ministériel nécessaire pour étoffer le groupe avec un ministre aux compétences avérées, des nominations exclusives aux postes sanitaires très stratégiques de professionnels de sciences de la médecine et de la pharmacie.

Abdoulaye Diouf Sarr n'est pas vraiment à sa place, au ministère de la Santé du gouvernement, surtout en cette période de croissance exponentielle de la pandémie, du variant Delta en continue mutation.

Le ministère de la Santé a besoin, lui aussi, d'un homme du sérail, comme commandant de bord, un homme ou une femme du métier, en osmose parfaite avec ses collègues et collaborateurs, où seule la connaissance de la science et l'obsession de réussir l'exaltante mission de vaincre le coronavirus, font foi.

En temps de crise sanitaire, le président de la République doit s'appuyer sur les avis des experts pour gouverner, c'est-à-dire anticiper sur la crise et la gérer. Donner donc la parole à la science et «écouter celles et ceux qui savent» pour paraphraser le président français Emma-

nuel Macron. Ce n'est ni le lieu, ni le temps de la politique, ici, mais ceux de l'action consacrée à la riposte contre la Covid-19.

La controverse de Abdoulaye Diouf Sarr avec le Professeur Moussa Seydi, président du Comité scientifique Covid-19 du ministère de la Santé, n'a pas sa raison d'être, tout comme les départs de son ex Directeur de Cabinet, Dr Aloyse Waly Diouf pour l'OMS, du Dr Abdoulaye Bousso, ex-Directeur du Centre des Opérations d'Urgence sanitaire (COUS), pour la Fondation Bill Gates.

Dr Ousmane Guèye, limogé du Service national de l'Éducation et de l'Information pour la Santé (SNEIPS), Dr Marie Khémessse Ngom Ndiaye, Directrice générale de la Santé publique, présidente du Comité de Gestion des Épidémies (CGE), écartée, le ministre de la Santé et de l'Action sociale (MSAS) Abdoulaye Diouf Sarr reste seul, privé de ses spécialistes face à l'esprit d'un mutant qui n'a pas encore livré toute la panoplie de ses variants.

Le décor donne l'image surréaliste d'un navire qui coule, que le capitaine et le personnel de bord qualifié laissent à l'abandon des eaux profondes.

Le constat c'est que la prise rationnelle en charge de la gestion de la pandémie s'est heurtée à la présence trop personnelle et politique d'un ministre qui ne conçoit que des rapports de hiérarchie et de subordination avec des experts, mus par la Science et la Santé des populations, qui ont une autre religion du Comité scientifique pour la bataille contre la Covid-19.

La démotivation est générale dans le corps scientifique et la 3ème vague est là, déferlante



Dr Ewa Marie Coll Seck



Dr Seydi

LOCALES 2022

La révision des listes électorales s'ouvre samedi prochain

Les opérations de révision exceptionnelle des listes électorales en vue des élections territoriales du 23 janvier 2022 démarrent le samedi 31 juillet 2021 et prendront fin le mercredi 08 septembre 2021, sur l'ensemble du territoire national. L'annonce a été faite par le ministre de l'Intérieur aux partis politiques légalement constitués, les coalitions de partis politiques, les entités regroupant des personnes indépendantes ainsi que l'ensemble des citoyens, conformément aux dispositions du décret n°2021-976 du 26 juillet 2021.

Antoine Félix Abdoulaye Diome d'indiquer que pendant cette période d'enregistrement des

demandes par les commissions administratives, les opérations suivantes sont exécutées : l'inscription sur les listes électorales, la modification d'adresse électorale, le changement de statut militaire, paramilitaire ou civil, la radiation sur les listes électorales.

Pour toutes ces opérations, « les personnes intéressées devront se rendre auprès des commissions administratives instituées à cet effet dans chacune des communes du pays par les autorités administratives compétentes. Elles devront être munies de leur carte nationale d'identité biométrique CEDEAO», informe le ministre de l'Intérieur.

F.ARDANT

